

ECPAT LUXEMBOURG

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSÉ

RAPPORT ANNUEL 2020

POUR UN MONDE SANS EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS



INTRODUCTION

Chers lecteurs,

L'année 2020 a marqué une nouvelle étape dans le développement d'ECPAT Luxembourg. Une année de challenges liés à la crise sanitaire, de persévérance et de résilience pour nos équipes sur le terrain, mais aussi, une année d'agrandissement pour Ecpat Luxembourg, qui compte désormais 13 professionnels de formations diverses, hautement investis dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants.

Nous sommes honorés de vous présenter le rapport de nos activités déroulées durant l'année 2020, et aimerions saluer le travail que font nos équipes et celles de nos partenaires en Afrique de l'Ouest et en Asie.

Ces équipes sont composées de travailleuses et de travailleurs sociaux, qui ont, à travers les pays et les continents où nous travaillons, la même énergie, la même motivation, la même soif de transformer notre monde pour qu'il n'y ait plus d'enfants victimes de violences ou d'injustices. Nous avons choisi des photos les mettant en action, toujours au service des enfants.

A tous, nous vous souhaitons une bonne lecture de ce rapport, et vous invitons à nous contacter pour toute information complémentaire.



Victor Gillen
Président



Véronique de Meester
Trésorière



Jean-Marie Joly
Secrétaire Général



Thomas Kauffmann
Directeur Exécutif

Ce rapport contient à la fois des photos d'illustration et des photos montrant nos activités sur le terrain.

Nos projets s'adressant aussi aux enfants vulnérables, aucun des enfants reconnaissables sur ces photos n'est une victime d'exploitation sexuelle.



<http://www.facebook.com/ecpatlux>



<http://linkedin.com/ecpat-Luxembourg>



<http://www.instagram.com/ecpatLuxembourg>



<https://youtube.fr/ECPATLuxembourg>



<http://www.ecpat.lu>

Photo de couverture : Illustration

SOMMAIRE

Introduction	3
A propos de nos actions	5
Ecpat Luxembourg – Un peu d’histoire	8
Nos actions au Luxembourg	10
Nos actions à travers le monde	16
Afrique de l’Ouest	18
Asie	25
Bilan financier	32
Nos partenaires	34



ECPAT Luxembourg est une association sans but lucratif de droit luxembourgeois, créée en 1995 et intégralement indépendante. L’association a pour mission, au Luxembourg et dans tous les pays où elle intervient, de lutter par tous les moyens légaux contre l’exploitation sexuelle des enfants ainsi que de sensibiliser et informer l’opinion publique sur les Droits de l’Enfant en la matière.



A PROPOS DE NOS ACTIONS

L’équipe exécutive d’ECPAT Luxembourg est localisée en deux endroits du monde: Le **Luxembourg** où est situé le siège et où travaillent cinq personnes et le **Népal** où se trouve notre bureau de coordination et où travaillent huit personnes. A cela s’ajoute un bureau de coordination qui nous représente au **Burkina Faso**, géré par ECPAT France et où travaillent trois personnes.

Nos bureaux nous permettent de travailler plus efficacement et de manière plus efficiente qu’à distance, ce qui est un avantage absolu pour toute notre organisation, pour nos partenaires, pour les projets que nous mettons en œuvre, et au final le plus important: **pour les enfants que nous protégeons.**

Il n’y a pas pour nous de développement possible sans structures locales de la société civile au «Sud». Notre rôle est de les renforcer, de les susciter lorsqu’elles n’existent pas, et de les accompagner sur des projets précis. Ce partenariat est d’ailleurs mutuellement bénéfique en ce que les connaissances créées sont partagées de façon à bénéficier au maximum aux projets, à la population cible principale que sont les enfants et à tous les autres bénéficiaires.

Ainsi, la relation de partenariat nous permet, grâce aux acteurs locaux, d’acquérir une vision plus complète de la réalité et des besoins en matière de protection de la population du territoire d’intervention, et de pouvoir y répondre correctement. La meilleure manière de garantir que ces valeurs du partenariat soient pleinement développées c’est d’être présent sur place auprès de nos partenaires. Et c’est le rôle principal de nos bureaux de coordination: ils constituent notre **présence entière sur le terrain**. Nous pouvons ainsi développer une relation de partenariat équilibrée et régulière.

Nos échanges avec nos partenaires s’en trouvent simplifiés et plus riches et nous développons régulièrement des activités de renforcement des partenaires dans tous les domaines où ils ont des besoins et où nous pouvons apporter notre expertise.

Notre résidence sur le terrain nous permet également de réaliser un suivi précis et de qualité des actions que nous mettons en œuvre et que nous développons avec nos partenaires. Nous sommes à proximité de nos bénéficiaires et là encore pouvons comprendre leurs besoins et les protéger au mieux. Ainsi, le bureau du Népal est régulièrement contacté pour des affaires de pédophiles étrangers découverts dans le pays. Cette présence au cœur de nos projets nous permet d’élever la qualité de notre travail de sensibilisation et de plaidoyer.

Qu'est-ce que l'exploitation sexuelle, concrètement ?

Un enfant est victime d’exploitation sexuelle lorsqu’il est contraint de se livrer à une activité sexuelle en échange d’une contrepartie (tel qu’un gain ou bénéfice, ou la promesse d’un gain ou bénéfice) de nature pécuniaire ou sous la forme d’un avantage perçu par une tierce personne, l’agresseur ou l’enfant lui-même. L’exploitation est un terme clé permettant de faire la distinction entre cette forme et d’autres formes de violence et d’abus sexuels sur enfants. Le principal trait distinctif réside dans la notion de contre-partie présente dans l’exploitation et ne figurant pas dans les concepts d’abus et/ou de violence.

Nos domaines d’intervention SONT

L’exploitation sexuelle des enfants dans la prostitution,
L’exploitation sexuelle des enfants en ligne,
La traite des enfants à des fins sexuelles,
Le mariage précoce et forcé.

NOS 6 AXES D'INTERVENTION

1 La prévention

Par la sensibilisation du grand public, des publics spécialisés, des enfants et populations à risque sur cette problématique.

2 La protection

Par le renforcement du cadre normatif relatif à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et de sa mise en œuvre à travers des actions de plaidoyer visant à encourager les Etats à respecter leurs engagements, qu'ils soient ou non juridiquement contraignants.

3 La réhabilitation et la réinsertion

Par la fourniture de services directs aux victimes : prise en charge multidisciplinaire au sein de structures spécialisées et accompagnement individuel. Création de foyers d'accueil des victimes, éducation et formation professionnelle, soutien à l'entreprise sociale et aux activités génératrices de revenus, réinsertion communautaire et familiale.

4 La collaboration et le renforcement des capacités

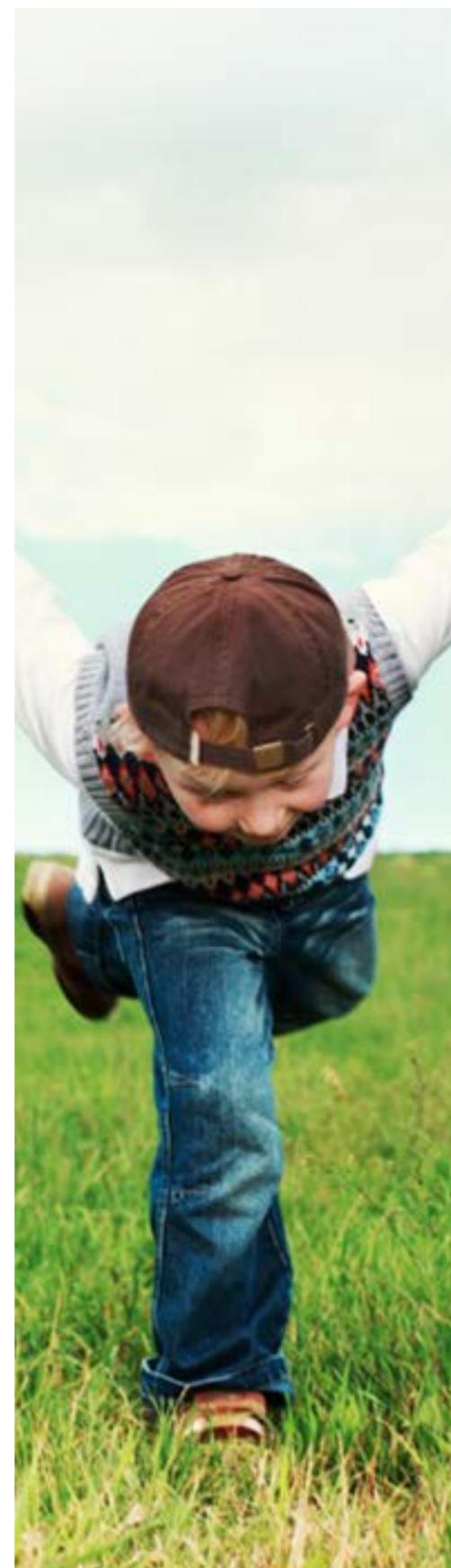
Par le renforcement des connaissances et des capacités d'autoprotection des victimes potentielles, et par l'implication de l'enfant dans la prise de décision, l'amélioration de ses conditions de vie, ainsi que la défense de ses droits.

5 Le plaidoyer politique

Par le plaidoyer auprès des autorités publiques afin qu'elles gardent l'exploitation sexuelle des enfants sur leur agenda.

6 La recherche - action

Au travers de recherches et études tournées vers l'action afin de connaître localement l'ampleur et les formes du phénomène de l'exploitation sexuelle.



ECPAT LUXEMBOURG EN 2020 C'EST:

3 BUREAUX

Une équipe de 16 personnes
5 au Luxembourg, 8 au Népal et 3 au Burkina Faso

2 ACCORD CADRES

- Un Accord Cadre de sensibilisation pour le Luxembourg
- Un Accord Cadre de Coopération pour 10 autres pays: le Burkina Faso, le Niger, le Nigéria, le Cap-Vert, le Sénégal, le Mali, le Népal, le Cambodge, l'Inde et le Bangladesh.
- Un total de 11 projets de lutte contre la prostitution, la traite à des fins sexuelles, les représentations/matériels d'abus sexuels et le mariage forcé des enfants

50+ PARTENAIRES

De nombreux partenaires à Luxembourg et dans les pays dans lesquels nous intervenons

DES DONATEURS

Des donateurs institutionnels, associatifs, philanthropiques et individuels

400 000+ ENFANTS ET ADOLESCENTS BÉNÉFICIAIRES

ECPAT LUXEMBOURG

- UN PEU D'HISTOIRE

ECPAT Luxembourg est membre du réseau ECPAT: «End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of children for sexual purposes» (*Mettre fin à la prostitution des enfants, à la pornographie impliquant des enfants et à la traite des enfants à des fins sexuelles*). Pourtant notre association luxembourgeoise est totalement indépendante dans le choix de ses projets, de ses partenaires ainsi que des pays et régions où elle travaille. Nous nous faisons fort de communiquer sur ce point mais il est important de préciser et expliquer exactement ce que cela veut dire.

Le réseau ECPAT est né dans les années 1990 d'une campagne qui visait à lutter contre (ce qu'on appelait alors) le tourisme sexuel en Asie et spécifiquement en Thaïlande (ECPAT signifiait alors «End Child Prostitution in Asian Tourism»). Avec l'UNICEF, la campagne ECPAT organise en 1996 le premier Congrès Mondial contre l'Exploitation Sexuelle des Enfants à des Fins Commerciales. À partir de là, le mouvement va se structurer en réseau et ses membres se constituer dans différents pays du monde. C'est dans le processus de préparation du Congrès Mondial qu'ECPAT Luxembourg sera créé en 1995, sur proposition de son Altesse Royale La Grande-Duchesse qui participera au Congrès. Aujourd'hui, le réseau ECPAT compte 105 membres dans plus de 100 pays. Il est coordonné par un secrétariat général, ECPAT International, basé à Bangkok.

Enfin, étant indépendants, nous devons développer nos outils de travail nous-mêmes et développer un savoir-faire et un faire savoir à notre niveau. Cela représente un défi et beaucoup plus de travail mais au final l'expertise demeure à ECPAT Luxembourg et non à un organe central étranger. Nous sommes souvent identifiés à tort à ces réseaux centralisés et il est pour nous capital de faire comprendre notre indépendance et sa richesse.

2020 : COVID ET AIDE D'URGENCE

L'année 2020 a été marquée par d'importantes conséquences humanitaires engendrées par la pandémie du Covid-19. Quatre de nos partenaires en Asie ont été fortement impliqués dans la réponse menée contre la crise sanitaire au Népal, au Cambodge et en Inde. En ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest, le constat est moins désastreux dans les pays dans lesquels nous intervenons et nous avons pu continuer les activités prévues ou les rattraper si elles avaient été bloquées. Au Luxembourg, la situation a également été problématique et toutes nos activités dans les écoles et grand public ont été soit annulées, soit reprogrammées en ligne lorsque c'était possible.



NÉPAL

Aujourd'hui, environ 3 millions de Népalais travaillent à l'étranger. La pandémie a grandement affecté ces travailleurs migrants, notamment ceux travaillant en Inde. Ils ont été expulsés vers le Népal du jour au lendemain lorsque le gouvernement indien a annoncé le premier confinement au mois de mars 2020.

La perte d'emploi de ces travailleurs migrants a été désastreuse pour le Népal car l'économie repose en grande partie sur les revenus générés par les travailleurs du pays. Outre les conséquences sanitaires et économiques de la pandémie, une augmentation des cas de violence domestique, de viols, d'agressions sexuelles, et de problèmes psychosociaux ont également été rapportés.

200 familles d'enfants ont bénéficié d'une aide alimentaire et ont reçu des kits de sécurité.

CAMBODGE

La fermeture des écoles et de certaines entreprises a rendu de nombreuses familles vulnérables au Cambodge. N'ayant pas de ressources financières ou de filets de sécurité sur lesquels se rabattre, elles risquaient d'être expulsées de chez elles et étaient confrontées à des choix difficiles: soit, mettre leurs enfants au travail, soit se prostituer en ce qui concerne les jeunes filles.

Depuis le début du COVID-19 en Asie du Sud-Est, notre partenaire sur le terrain s'efforce de fournir une protection immédiate et un soutien d'urgence pour répondre aux besoins de cette population. Ces aides ont été conçues dans l'optique de renforcer leur résilience à long terme face au COVID et aux futurs chocs socio-économiques.

1 628 familles (6 981 personnes et 3 783 enfants) ont été soutenues par une aide d'urgence.

INDE

L'impact économique de la pandémie causée par le COVID-19 a été immense. Les individus et les familles de toutes les régions, classes et professions ont été affectés économiquement.

Les survivantes de la traite ont été parmi les plus touchées. Un grand nombre de survivantes qui avaient trouvé d'autres moyens de subsistance, se sont retrouvées sans emploi et sans soutien financier. Cette perte d'emploi, qui constituait leur seule source de revenus, les a rendues de nouveau vulnérables à la traite, d'autant plus que la plupart d'entre elles sont les seules à subvenir aux besoins de leurs familles.

Environ 180 survivantes ont été suivies par un personnel qualifié pendant les 50 derniers jours du confinement.



ACTIONS AU LUXEMBOURG EN 2020

LA PROTECTION DE L'ENFANCE EN 2020 : OBSERVATIONS ET DÉFIS

Nous le savons tous, l'année 2020 a été une année imprévisible et inattendue pour la plupart d'entre nous. Avec la crise sanitaire, l'exploitation sexuelle des enfants en ligne est devenue d'actualité comme jamais auparavant.

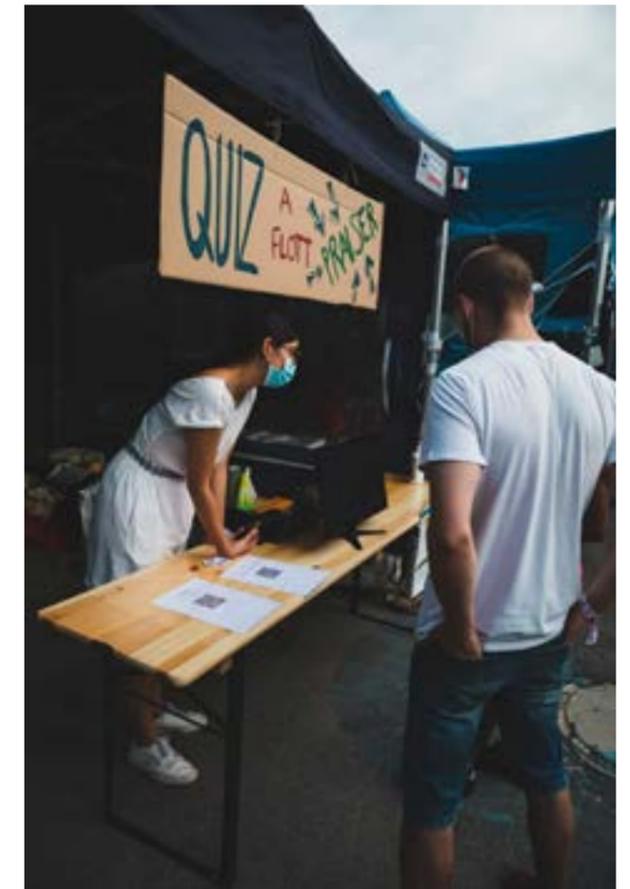
Les enfants et les jeunes étant confinés à la maison, ont passé beaucoup plus de temps sur les réseaux sociaux pour garder contact avec leurs amis, et ce temps passé sur les écrans sans surveillance - pendant que les parents essaient aussi de s'adapter à la situation - les exposent plus gravement à l'exploitation sexuelle qu'auparavant.

Parmi les formes d'exploitation observées ici et ailleurs, le matériel d'abus sexuel des enfants en ligne est un phénomène qui a dangereusement augmenté pendant la période de confinement. C'est pourquoi, les membres de notre équipe et le Kanner-Jugendtelefon (KJT) travaillent depuis 2020 et encore en 2021, à la création d'une campagne de sensibilisation à grande échelle, pour prévenir tout risque d'exploitation sexuelle des mineurs en ligne.

POUR FAIRE MIEUX : NOUS CONTINUONS DE NOUS FORMER !

Afin d'assurer la qualité de nos interventions et de nos ateliers, et surtout, de pouvoir les adapter à ces temps de crises, les chargés de projets d'ECPAT Luxembourg ont participé à des formations pendant l'année 2020, notamment : « Online Tools für transformativen Wandel » et « Train the Trainer » (ToT), événement annuel d'ECPAT Allemagne, qui se déroulait du 30 au 31 octobre en ligne. Les ToT accordent un point d'honneur à l'échange en interne du réseau ECPAT et transmettent des méthodes de travail pédagogiques à tous leurs membres. Tout au long de l'année 2020, une attention particulière a aussi été attribuée à la situation sanitaire globale, sans oublier le secteur du tourisme sévèrement touché par la crise. Nous avons continué à nous tenir informés des évolutions et actualités concernant l'exploitation sexuelle des enfants, notamment en participant à trois webinaires très enrichissants :

- « Cybersecurity and COVID », organisé par Security made in Luxembourg,
- « Preventing and Combating Child Sexual Abuse and Exploitation » organisé par l'intergroupe Child Rights du Parlement Européen
- « Prévenir les comportements à risque des enfants : images et/ou vidéos à caractère sexuel autogénérées par les enfants » organisé par le Conseil de l'Europe.



Qu'est-ce que l'exploitation sexuelle des enfants en ligne ?

Le matériel et les représentations d'abus sexuels sur enfants (qu'on appelait auparavant « la pornographie impliquant des enfants (ou pédopornographie) ») désigne « toute représentation, par quelque moyen que ce soit d'un enfant se livrant à des activités sexuelles explicites, réelles ou simulées, ou toute représentation des organes sexuels d'un enfant à des fins essentiellement sexuelles » (Définition dans le Protocole facultatif à la Convention Internationale des droits de l'enfant, 2000)

« Pour notre travail de sensibilisation au Luxembourg, les échanges dans le réseau européen sont toujours importants et enrichissants – et notamment les « Train the Trainers » organisés annuellement par Ecpat Allemagne. Ce sont toujours des belles rencontres conviviales qui ont, au départ, motivé et inspiré notre travail au Grand-Duché », Fränz Siebenaller, chargé de projet de sensibilisation et de plaidoyer

6 ANS DEPUIS L'INSTITUTION DE LA JOURNÉE EUROPÉENNE CONTRE L'EXPLOITATION ET L'ABUS SEXUEL DES ENFANTS

En 2015, le Conseil de l'EUROPE désignait la journée du 18 Novembre comme étant dédiée à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants. Cette date, qui porte un message identique à la vision que nous avions imaginée il y a plus de 20 ans, concrétise l'ensemble de nos efforts et nous pousse à faire mieux pour que chaque enfant puisse vivre dignement et en sécurité.

Depuis lors, chaque 18 novembre à travers l'Europe, l'opinion publique est systématiquement sensibilisée à l'exploitation et aux abus sexuels des enfants, par des organisations non-gouvernementales comme la nôtre, et par les défenseurs des droits des enfants du monde entier.

Aujourd'hui, la population comprend qu'un enfant qui se livre à des pratiques sexuelles en échange d'une contrepartie

quelconque, est un enfant en danger et victime de son environnement.

L'exploitation sexuelle des enfants est prise au sérieux et nous nous réjouissons de voir les décisions politiques, l'engagement des jeunes, et les débats ouverts destinés à faire changer les choses.

UN EFFORT COMMUN

Beaucoup d'efforts seront encore nécessaires pour éradiquer complètement ce phénomène, mais cette prise de conscience internationale nous pousse à continuer de mobiliser les gouvernements, la société civile et la jeunesse, pour créer ensemble un climat d'entraide, de coopération et de solidarité envers ces enfants qui chaque jour, espèrent recevoir une seconde chance.

LA SEMAINE ECPAT : NOTRE 4ÈME ÉDITION

Depuis 4 ans, ECPAT Luxembourg organise une « Semaine ECPAT » pour informer et sensibiliser les citoyens sur l'exploitation sexuelle des enfants. Cet événement phare de nos actions de sensibilisation qui a eu lieu du 12 au 23 novembre 2020, était une occasion complémentaire à la Journée Européenne du 18 novembre de lancer une série d'activités destinées à informer, et dénoncer l'exploitation sexuelle des enfants à travers le monde.

Les participants à cet événement ont eu l'occasion de s'instruire à l'aide de webinaires, podcasts, livres, ressources en ligne et film documentaires que nous avons mis à leur disposition.

Parmi les activités mises en place par ECPAT Luxembourg, la projection du film « Not My Life » a suscité l'intérêt de nombreux adolescents, qui ont eu l'occasion d'en savoir plus sur la traite des êtres humains et l'esclavage moderne des enfants. Le film dévoilait différentes formes d'exploitation des enfants, dont l'exploitation sexuelle, dans plusieurs pays.



Événement "Ask an Expert"

SOUSSION D'UN RAPPORT ALTERNATIF AU COMITÉ DES DROITS DE L'ENFANT

Au cours de la dernière année, ECPAT Luxembourg s'est plusieurs fois joint à d'autres acteurs de la protection de l'enfance pour revendiquer et renforcer les droits des enfants du pays, et ce, à tous les niveaux de la société. Parmi nos activités, la rédaction et publication du rapport alternatif soumis au Comité des Droits des Enfants (CDE) à Genève, le 1er novembre, a constitué l'un de nos plus beaux accomplissements en 2020.

Comme le rapport alternatif porte sur tous les droits des enfants dans leur globalité, il a été réalisé en collaboration avec la Coalition Nationale des Droits de l'Enfant au Luxembourg (CNDE). Nous avons lancé un appel à contribution aux acteurs luxembourgeois actifs dans la protection de l'enfance, et au total, ce sont 14 acteurs travaillant avec les enfants dans différents domaines qui ont répondu positivement à l'appel.

Pour ce rapport, notre bureau a également pris la décision d'engager une consultante, experte en droits de l'enfant, Docteur Susanna Greijer, ancienne employée d'ECPAT Luxembourg. Cette collaboration nous a permis d'élaborer ensemble la structure et les chapitres du rapport, choisis comme suit : - La violence à l'encontre des enfants ; - L'environnement familial et la protection de remplacement ; - Le handicap, les soins de santé élémentaires et la protection sociale ; - L'éducation, les loisirs et les activités culturelles ; - Les mesures spéciales de protection ; - Les évolutions récentes.

MOBILISER LES ADOLESCENTS: LA JEUNESSE EST NOTRE PLUS GRANDE RICHESSE !

Il était important pour ECPAT Luxembourg d'impliquer les jeunes dans la réalisation de notre rapport alternatif. Ainsi, un questionnaire a été élaboré, se basant sur les chapitres du rapport où les jeunes (12-17 ans) avaient la possibilité de s'exprimer librement sur les sujets abordés

Qu'est-ce que la traite d'enfant à des fins sexuelles ?

La traite d'enfants à des fins sexuelles désigne « le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil » d'enfants aux fins d'exploitation sexuelle (Définition établie par le Protocole additionnel à la convention des nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, 2000.)

par le rapport alternatif. Le questionnaire comprenait un total de 27 questions qui a également été partagé sur les réseaux sociaux.

« ASK AN EXPERT »

L'événement « Ask an expert » a été organisé par Ecpat Youth Together (EYP) en date du 20 janvier 2020. Suivant le concept du « living library », les adolescents membres d'EYP devaient sensibiliser leurs pairs au sujet de l'exploitation sexuelle des enfants en ligne et des violences sexuelles en général, en permettant aux participants de poser des questions à des professionnels experts dans la protection de l'enfance.

Ainsi ont été présents : La collaboratrice du Kanner-Jugendtelefon (KJT) et un agent de la Police, Section protection de la Jeunesse, qui sont en charge de la suppression du matériel d'abus sexuel des enfants en ligne, mais également d'autres experts comme une sexologue du Planning familial Luxembourg, une représentante de Femmes En Détresse, des jeunes activistes de Voix De Jeunes Femmes ainsi que le groupe EYT. Le groupe a activement organisé cet événement et une des jeunes a même conçu le flyer. Au total, 20 jeunes ont participé à l'événement.

QUAND LES MÉDIAS NOUS INVITENT À PRÉSENTER NOTRE ENQUÊTE

En fin d'année 2019, ECPAT Luxembourg, en collaboration avec TNS Ilres, avait conçu une enquête sur les perceptions du grand public par rapport à l'exploitation sexuelle des enfants. L'enquête a été diffusée en 2020 et avait pour objectif d'informer différents groupes cibles (gouvernement, police/justice, secteur de tourisme, secteur des technologies d'information et de communication et le grand public) sur les perceptions, stéréotypes et idées véhiculées au sujet de l'exploitation sexuelle des enfants.

Lors d'une conférence de presse d'Ecpat Luxembourg, le 15 Juillet 2020, plusieurs journalistes étaient présents. A cette occasion, nous avons notamment eu l'honneur d'être contacté par RTL Télé pour présenter les fruits de cette enquête. La radio 100,7 a également invité Ecpat Luxembourg au « Moies magasin » le 27 juillet pour l'aborder plus en profondeur, et présenter les activités de l'ONG.



Conférence de presse d'ECPAT Luxembourg avec TNS Ilres par visioconférence

UN PODCAST REALISE PAR ECPAT YOUTH TOGETHER

En février, le Podcast préparé par Ecpat Youth Together a été diffusé sur Radio Ara. Nous vous invitons d'ailleurs à l'écouter en vous rendant sur le site web de la Radio. Il est d'une qualité exceptionnelle et montre le haut niveau d'engagement de la jeunesse locale.

NOTRE BROCHURE SUR LE VOLONTOURISME

Dans le cadre d'une option « développement durable » de l'école privée Fieldgen, ECPAT Luxembourg a eu l'occasion de travailler pendant un demi-trimestre au début de l'année 2020 avec une classe de 4ème sur la thématique du « volontourisme ». Tous les lundis, pendant 5 semaines, les chargés de projets sont intervenus dans la même classe et ont pu traiter les sujets du « volontourisme » plus en détail. A la fin de l'option, les étudiants ont réalisé un travail de groupe qui fera l'objet d'une brochure sur le volontourisme.

NOS ATELIERS PEER TO PEER

Le 11 janvier le groupe EYT a préparé des ateliers « peer to peer », suivi d'une après-midi « teambuilding » (Escape room et dîner) organisé par les chargés de projet. Le 16 janvier, le groupe EYT a mené deux ateliers « peer-to-peer » sur la thématique du volontourisme et le volontariat responsable à l'école St. Georges. Au vu de l'organisation de l'école privée St. Georges qui encourage les jeunes étudiants à s'engager dans des projets humanitaires et de développement afin d'améliorer leur CV, les membres de EYT ont jugé important de sensibiliser leurs pairs au volontourisme.

NOS RECOMMANDATIONS AUX AUTORITÉS NATIONALES

En 2020, ECPAT Luxembourg a présenté 4 recommandations de son rapport alternatif au Comité Interministériel des droits de l'homme (CIDH) lors de la campagne du Luxembourg pour un siège au Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour les années 2022-2024.

Parmi nos recommandations axées sur la protection et la promotion des droits de l'enfant, les *Luxembourg Guidelines* ont été retenues par le CIDH dans leurs engagements volontaires. Ceci veut dire que le pays s'engage à suivre une de nos recommandations, ce qui constitue un très grand succès pour notre travail !



Intervention par le groupe de jeunes ECPAT You(th) Together à l'école St. Georges

POUR UNE POLITIQUE INTERNATIONALE SUR LE VOYAGE RESPONSABLE

Pour que la nouvelle génération adopte un mode de vie durable qui protège les enfants d'ici et d'ailleurs, nous menons chaque année des ateliers de sensibilisation et de formation sur le voyage responsable. En effet, certains aspects des risques d'exploitation sexuelle liés au volontourisme concernent les jeunes eux-mêmes, qui ne sont pas toujours conscients des risques que comporte leur manière de voyager.

UNE FORMATION À DESTINATION DES PROFESSIONNELS, ENSEIGNANTS ET ÉTUDIANTS DU TOURISME

Ainsi, le 9 mars, ECPAT Luxembourg est intervenu pour la cinquième année consécutive auprès d'une classe de 11 étudiants de la BBI à Wiltz, haute école de l'hospitalité internationale et du tourisme, dans le cadre de leur cours d'éthique dans l'hôtellerie. Les étudiants internationaux, qui poursuivent ces études afin de devenir les managers d'hôtels de demain, constituent un public cible très important pour nous, car dans le futur, ils pourront prendre des mesures concrètes dans les établissements touristiques pour renforcer la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle.

ACTIVITÉS AVEC LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE (MENJE)

Depuis 2017, ECPAT Luxembourg s'engage dans la promotion des Droits de l'enfant à travers une convention avec le Service Droits de l'enfant du MENJE. Ce travail a été poursuivi en 2020, mais a pris, à cause de la crise sanitaire, une tournure un peu différente des années précédentes. En effet, alors que les grands événements phares de cette convention, comme la Journée des familles ou le spectacle de magie des Droits de l'enfant, n'ont pas pu être organisés, le travail s'est centré sur la recherche et l'élaboration d'outils.

Ainsi un document-guide a été élaboré, reprenant des bonnes pratiques pour la mise en place de concepts holistiques de protection des enfants contre les abus sexuels dans les organisations les accueillant.

En parallèle de ce travail de recherche, un accent a été mis sur l'amélioration de la sensibilisation des enfants sur les violences sexualisées dans l'éducation formelle. L'élaboration de matériel didactique, à disposition des enseignants de l'école fondamentale, a été prévue. Après un travail commun, le MENJE a mis à disposition de toutes les écoles fondamentales, à travers le SCRIPT, des manuels didactiques proposant des informations et activités de sensibilisation sur la prévention des violences sexualisées aux enseignants.

Enfin, des rapprochements et discussions avec le milieu sportif ont été entamés. Les abus sexuels dans le sport restant encore largement tabous au Luxembourg, des premiers contacts ont été établis, qui permettront de mettre en place des groupes de travail sur cette thématique pour les mois à venir.

L'année 2020, avec ses défis particuliers et inédits, a donc connu un travail plutôt axé sur la construction d'une base théorique, dont les projets de 2021 profiteront.

Qu'est-ce que l'exploitation sexuelle des enfants dans le cadre des voyages et du tourisme ?

L'exploitation sexuelle des enfants dans le cadre des voyages et du tourisme (qu'on appelait auparavant «le tourisme sexuel impliquant les enfants ») est l'exploitation sexuelle des enfants par « une personne voyageant en dehors de sa province géographique ou de son pays ».

(Définition établie par ECPAT International)

Le secteur du tourisme étant l'un des secteurs les plus touchés par la crise COVID, nous avons décidé d'attendre que la situation s'améliore pour recevoir de nouvelles informations sur les activités de sensibilisation de la part de LuxairGroup et Accor.

Une série d'interventions dans les écoles ont été menées à des fins de sensibilisation des étudiants et du corps professionnel touristique, et ECPAT Luxembourg a également continué à héberger le site de signalement National <http://childprotection.lu> et le site de signalement européen <http://dontlookaway.report>

ACTIONS À TRAVERS LE MONDE

DES INTERVENTIONS EN AFRIQUE DE L'OUEST ET EN ASIE

En 2020, nous avons plusieurs projets (11 au total) dont 2 grands projets régionaux (MUKTI en Asie du Sud et un projet sur la mobilité et la traite en Afrique de l'Ouest). Dans ces régions, un large éventail de facteurs économiques, politiques et sociaux, rendent la population particulièrement vulnérable à la traite humaine. Ces projets ont donc pour objectif de lutter contre la traite et l'exploitation sexuelle des enfants concernés par la mobilité, et visent en particulier le renforcement et la mobilisation de l'environnement (familial, communautaire, institutionnel) de ces enfants, avec leur participation, pour qu'ils puissent se protéger au mieux, faire valoir leurs droits et accéder aux services adéquats s'ils sont victimes ou à risque.

Nous travaillons dans 2 régions en Asie: l'Asie du Sud (Népal, Inde et Bangladesh) et l'Asie du Sud-Est (Cambodge).

En Afrique de l'Ouest, nous travaillons dans les pays suivants : Burkina Faso, Sénégal, Mali, Niger, Nigéria, Cap-Vert.

Quelques activités ont souffert en cours d'année lorsque les restrictions sanitaires ont débuté en mars 2020. Malgré une année turbulente, nos projets à l'étranger ont été menés à l'aide nos partenaires avec la même vision, tant au niveau des objectifs fixés au départ, qu'au niveau des résultats attendus.

Les projets ont donc pu rapidement reprendre avec le respect des gestes barrières pendant les interventions. En Asie, la reprise a été plus tardive, mais compensée par des sessions virtuelles chaque fois que celles-ci étaient possibles.

Notre stratégie globale face à la crise est restée la même : celle de protéger les enfants contre toutes les formes d'exploitation sexuelle par la prévention, l'assistance directe aux victimes, le renforcement des capacités des acteurs de la protection de l'enfance et par le lobbying pour une application rigoureuse des droits des enfants à être protégés de l'exploitation sexuelle.

Une épreuve supplémentaire pour les survivantes : leur situation menacée par la crise

Les victimes d'exploitation sexuelle que nous identifions sont habituellement réhabilitées et réinsérées dans la société de multiples manières : accompagnement individuel, éducation et formation professionnelle, soutien aux activités génératrices de revenus, et bien d'autres encore. Néanmoins, avec la crise sanitaire, beaucoup d'entre elles se sont vues perdre leur emploi, et revivre une situation de précarité financière.

Après avoir été secourue à Goa, Arachana avait trouvé un travail dans un restaurant à Mumbai, et ses enfants vivaient avec ses parents dans une autre ville en Inde. Malheureusement, avec la crise sanitaire, le restaurant dans lequel elle travaillait a fermé, laissant la jeune femme sans emploi. Par la suite, elle est tombée malade et n'avait plus aucun moyen de se soigner, ou de se nourrir.

ECPAT Luxembourg a donc mobilisé ses partenaires sur place, qui se sont renseignés auprès des services d'aide dans le quartier où la jeune femme habitait. Après quelques investigations, nous avons compris qu'Arachana ne pouvait pas bénéficier d'aides publiques, car elle ne possédait aucun document officiel. Elle était donc bloquée à Mumbai, sans aucune ressource financière. Face à une telle vulnérabilité, nos partenaires l'ont mise en contact avec Prayas, une initiative sociale de proximité, qui lui a finalement accordé un soutien financier lui permettant de s'acheter de la nourriture et des médicaments pour se soigner. Arachana a ensuite pu s'acheter un billet de train pour retrouver ses enfants et parents.

« Je considère cette année comme une année marquée par des succès malgré les défis globaux qui ont eu un impact sur tous nos projets. Un indicateur élémentaire souligne ce succès - nous avons été en mesure d'atteindre nos bénéficiaires et de continuer à fournir des services essentiels même dans les situations les plus difficiles. Ce succès ne vient pas tout seul. Il est le fruit d'un effort collectif entre nos partenaires, organisations de première ligne responsables de protéger les enfants contre l'abus et l'exploitation sexuelle, et ECPAT Luxembourg qui a soutenu chacun de leurs efforts, en apportant le soutien nécessaire aux projets, en particulier pendant des périodes aussi difficiles que celles que nous avons traversées en 2020. Derrière les statistiques de ce rapport, se cachent des histoires personnelles, des histoires de courage et de résilience, qui ont rendu ce succès possible, qui nous donnent de l'espoir et nous inspirent à poursuivre nos efforts en faveur des personnes les plus vulnérables. »

Deepa Limbu Subba, Responsable des programmes à ECPAT Luxembourg

NOS PROJETS EN AFRIQUE DE L'OUEST

BURKINA FASO



Cette année, ECPAT Luxembourg est intervenu dans deux régions du Burkina Faso en partenariat avec l'ONG burkinabée Keogo et ECPAT France : la région du Centre (Ouagadougou) et celle de l'Est (Fada), et cible un public d'enfants en situation d'exploitation sexuelle.

Le projet a poursuivi son travail d'identification d'enfants victimes d'exploitation sexuelle, en étant particulièrement présent dans les espaces de rue (identification de site de prostitution, maraudes régulières). Les bénéficiaires ont aussi reçu un suivi scolaire et des formations socio-professionnelles. Grâce à l'appui du projet, les jeunes filles bénéficiaires de formations socioprofessionnelles ont pu achever leurs cycles de formation, certaines ont même pu s'installer à leur propre compte, et d'autres s'investissent à la recherche d'opportunités d'emplois.

ATELIERS ET JOURNÉES RÉCRÉATIVES

Ce sont plus de **400 jeunes filles** qui ont été sensibilisées par nos journées récréatives. Animées avec la boîte à images et le livret guide des bonnes pratiques comme principaux supports, des séances d'autoprotection ont permis de renforcer les compétences de **678 enfants (75% de filles)**.

MOBILISATION ET SENSIBILISATION DES ACTEURS COMMUNAUTAIRES

Un atelier de partage d'expériences sur les bonnes pratiques de protection communautaire a été organisé à l'intention de femmes leaders. Il a permis d'analyser les différentes expériences de prévention et de protection des enfants et jeunes contre les risques d'exploitation sexuelle, et de dégager une stratégie de diffusion des meilleures méthodes en la matière au sein de leurs localités respectives. Les femmes leaders identifiées ont pu réaliser des séances de sensibilisation et des référencement de cas.



Séance d'auto-protection du projet "PARLE" (Participation des enfants en Afrique pour un réseau de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants)

18

séances de causeries ont été réalisées par des femmes leaders responsables

518

femmes ont été sensibilisées

400

enfants ont bénéficié des services de protection améliorés

MALI

L'exploitation sexuelle des enfants au Mali est une réalité confirmée par deux études réalisées par ECPAT Luxembourg. Les résultats des études menées en 2014 sur l'exploitation sexuelle des enfants dans le district de Bamako et en 2019 sur deux sites aurifères du cercle de Kangaba attestent que les enfants sont victimes de différentes formes d'exploitation sexuelle (prostitution, traite à des fins sexuelles,...).



Les élèves du village de Tégué au Mali participent à la causerie éducative

Au Mali, ECPAT Luxembourg s'associe avec trois ONG locales, l'ACESEM, une association née de notre implication au Mali, la CASE SAHEL et ENDA Mali, le dernier étant le point focal d'un réseau de lutte contre la traite en Afrique de l'Ouest (RAO).

L'approche est principalement participative, car elle cherche à impliquer les enfants dans les actions de prévention, dans les sites aurifères de Kokoyo et de Koflatié (interventions dans les quatre villages de Danga, Tombola, Sombo et Tégué). Ces enfants, qui deviennent par la suite éducateurs, sont d'abord identifiés par les « Tomboloma » (organe local de gestion des sites aurifères) avant d'être enseignés sur des techniques de sensibilisation. Ils sont notamment formés par des pairs sur les droits de l'enfant, l'autoprotection des enfants à l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que l'utilisation de divers outils de sensibilisation et d'autoprotection. À l'issue de cette formation, les enfants deviennent des éducateurs-pairs et sont en capacité d'animer des causeries éducatives.

L'approche-enfant étant aussi axée sur les actions de sensibilisation grand public, les enfants éducateurs ont eu

l'opportunité de sensibiliser près de **850 personnes** lors de la journée internationale des droits de l'enfant. A l'aide de deux caravanes de sensibilisation, ils ont arboré le message « *Tous ensemble pour protéger les enfants contre la traite à des fins sexuelles sur les sites aurifères* », et ont sillonné les sites aurifères de Kokoyo et de Koflatié.

DES ACTEURS VOLONTAIRES ISSUS DE LA COMMUNAUTÉ FORMÉS POUR RENFORCER LEURS CAPACITÉS DANS LES ACTIVITÉS DE PROTECTION DE L'ENFANCE

Deux Comités Communaux de Protection de l'Enfant (CCPE) ont été mis en place. Chaque CCPE est composé de conseillers communaux, de leaders traditionnels, de membres des associations de jeunes, d'associations de femmes, et de Tomboloma. Plus d'une vingtaine de membres des CCPE ont bénéficié d'une formation spécifique à la thématique des droits de l'enfant, de l'exploitation sexuelle des enfants et de la traite des enfants à des fins sexuelles.

D'autres acteurs engagés dans la protection de l'Enfance tels que les travailleurs sociaux des ONG, ont également bénéficié d'un renforcement de capacités sur l'exploitation sexuelle des enfants, la traite des enfants et l'autoprotection des enfants face aux risques de l'ESE.

20

agents des associations et des ONG

22

enseignants dans les écoles et dans les sites

2

agents du service local du Développement Social et de l'Economie solidaire

4

agents de la santé

4

agents de la gendarmerie au niveau des deux communes du projet

NIGER



En 2020, le projet est mené en partenariat avec l'ONG nigérienne ANTD et ECPAT France. Il a comme double objectif de réduire la vulnérabilité des enfants face à l'exploitation sexuelle, notamment en renforçant leur participation dans les programmes de prévention et protection et de faire évoluer les politiques, législations et programmes de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants, au niveau national et international.

SENSIBILISATION DES ENFANTS ET MOBILISATION COMMUNAUTAIRE

Six journées récréatives ont été organisées à destination d'une centaine d'enfants. Ces événements ont servi de plateformes de sensibilisation autour des thématiques suivantes : Covid 19, l'exploitation sexuelle des enfants, les voies de recours de survivants d'abus, violences, le ressenti des enfants victimes ou à risque d'exploitation sexuelle pendant le confinement, la problématique de réintégration des enfants victimes d'exploitation sexuelle ou à risque.

Au total, ce sont **40 séances** de sensibilisation d'élèves et d'enseignants sur l'exploitation sexuelle des enfants qui ont été réalisées à travers les villes de Niamey et Téra.

Plus de **30 maraudes** ont été réalisées permettant d'identifier une quarantaine de jeunes filles et de sensibiliser plus de **250 enfants et jeunes**. Les séances de sensibilisation ont porté sur l'exploitation sexuelle des enfants, l'autoprotection, les IST/VIH, le recours contre les abus, violences, l'autoprotection et la protection contre le COVID-19. Des référencement ont été effectués notamment vers la Croix-Rouge nigérienne. Depuis le début du projet (2017), **235 enfants (5 garçons)** victimes ont été identifiés.

Le projet a effectué un suivi de nouveaux enfants (filles) placés en réinsertion scolaire. 31 nouveaux dossiers ont été créés pour la réinsertion socio professionnelle (évaluation de la situation personnelle, évaluation famille, plan de prise en charge) avec une formation adaptée aux besoins de chaque fille.

32

pris en charge sur le plan sanitaire

34

référés pour une prise en charge directe

36

ont reçu un appui psychosocial

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LES SECTEURS DE L'HÔTELLERIE, DE LA RESTAURATION ET DES CAFÉS AINSI QUE DANS LE SECTEUR DE LA COMMUNICATION

Deux ateliers de renforcement des capacités des acteurs ont été réalisés. Le premier, auprès de 40 gérants (dont 8 femmes) de bars, restaurants, maquis, hôtels et auberges, et le deuxième, auprès de 20 journalistes (dont 4 femmes) sur l'exploitation sexuelle et les textes légaux internationaux, régionaux et nationaux de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants. Une rencontre a eu lieu à Téra pour évaluer les engagements pris avec les élus locaux de la zone du projet pour intégrer l'exploitation sexuelle des enfants dans les Plan de Développement Communaux (PDC).



Séance de sensibilisation au Collège de Ujoelen

RENCONTRE DE PLAIDOYER AUPRÈS DES DÉPUTÉS NATIONAUX

Une rencontre s'est tenue à Niamey, avec des députés pour l'adoption de la thématique d'exploitation sexuelle dans les enfants dans les politiques et/ou plans d'action nationaux. A l'issue de cette rencontre, un certain nombre d'engagements avaient été pris par les députés dont la création d'un réseau parlementaire de protection de l'enfant d'ici fin janvier 2020 ; le plaidoyer pour une allocation budgétaire par le Ministère en charge de la protection de l'enfant pendant la session budgétaire ; et la sensibilisation de la communauté sur l'exploitation sexuelle des enfants pendant et après la campagne électorale.

NIGÉRIA

ECPAT Luxembourg s'associe avec ECPAT France, deux ONG nigérianes, le Girls Power Initiative (GPI) et le Uromi Justice Development, Peace and Caritas Initiatives (JDPCI-Caritas) (ONG) ainsi que L'Institut français de recherche en Afrique (IFRA) pour mettre en œuvre un projet de participation des enfants dans la défense de leur droit à être protégés de la traite des êtres humains ; de renforcement des mesures de prévention de la traite aux niveaux des familles, des communautés, des systèmes de protection de l'enfance et des autorités locales d'Edo et de la réinsertion socio-économique des jeunes filles rapatriées afin de réduire les risques de re-victimisation.

87

enfants scolarisés grâce au projet

404

acteurs-clés renforcés dans leurs capacités

755

enfants savent se protéger contre la traite et l'exploitation sexuelle

LA SENSIBILISATION AU TRAVERS DES MÉDIAS

Des émissions radio ont mis en avant les risques de la traite, ainsi que les moyens de la prévenir. Ces émissions ont suscité beaucoup de réactions positives de la part des auditeurs.

ÉCHANGES AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ

Les échanges ont eu lieu publiquement, avec la participation de **116 personnes (dont 41 femmes) leaders communautaires et de membres de la communauté** à Fugar et à Afuze, ouvrant le dialogue sur des situations rencontrées au sein de la communauté, notamment : la pression parentale, les problèmes rencontrés par les enfants en situation de traite et la parentalité positive. Un segment de ces discussions a également été diffusé pendant le programme radio.

CAMPAGNE FACEBOOK

La campagne de prévention « Don't Pay With Your Life » sur Facebook, devenue encore plus pertinente depuis le Covid, a été relancée. En effet, la crise sanitaire a impacté négativement nos axes d'intervention, notamment en matière de prévention dans les écoles, puisque ces dernières ont été fermées. Néanmoins, il était important de continuer à agir sur la prévention, car d'autres effets indirects de la pandémie, comme la crise économique et la fermeture des frontières, sont des facteurs pouvant faire croître les risques de traite et les risques pris par les jeunes filles pour rejoindre l'Europe. La phase de relance de notre campagne a donc débuté comme convenu le 30 juillet pour la journée mondiale de la lutte contre la traite des humains.

SESSIONS D'AUTOPROTECTION POUR LES ENFANTS

Si certaines activités liées à la formation et au suivi des pairs éducateurs ont dû être reportées à cause de la fermeture des écoles, leur réouverture en octobre 2020 a tout de même permis de mener des sessions de sensibilisation dans **12 établissements scolaires. 1658 enfants (1186 filles)** ont assisté aux sessions. **35 professeurs (23 femmes)** ont été sensibilisés. Lors des sessions, le manuel révisé sur la traite et la mobilité non protégée ainsi que les vidéos produites dans le cadre de la campagne Facebook ont été utilisés comme support. Plus d'une dizaine d'initiatives prises par les jeunes ont été menées à travers le théâtre, le dialogue communautaire afin de transmettre leur savoir sur la traite des êtres humains.

SOUTIEN AUX FAMILLES VULNÉRABLES

Pour prévenir leur vulnérabilité à la traite et favoriser la rétention scolaire des enfants concernés, un soutien économique est attribué aux parents/garants des enfants, leur permettant de lancer une activité commerciale et de subvenir à leurs besoins. Grâce à cette subvention, une quarantaine de familles ont été soutenues pour une activité commerciale et 20 ateliers participatifs entre bénéficiaires ont été organisés dans les 5 zones couvertes par le projet.

CAP-VERT

En partenariat avec l'ONG capverdienne, l'Association pour les enfants défavorisés (ACRIDES), et le réseau national de protection (que nous avons créé avec le soutien du MAEEL), le projet actuel poursuit le travail de renforcement du système capverdien de protection des enfants contre l'exploitation et l'abus sexuel mis en œuvre depuis le projet précédent. D'autres partenaires, tant institutionnels que communautaires, ainsi que les enfants et les adolescents s'associent au projet afin qu'un environnement protecteur soit créé et renforcé pour protéger les enfants contre l'exploitation et l'abus sexuel et pour garantir leur bien-être.

Le projet au Cabo Verde a démarré en juillet 2020 en pleine crise de Covid-19. Pendant les premiers six mois, les activités suivantes ont été réalisées malgré les conditions difficiles de travail notamment imposées par le travail à distance. Les activités de sensibilisation et deux autres formations auront lieu en 2021 et 2022.



Campagnes de sensibilisation avec la participation des enfants volontaires

LES ACTEURS DE LA PROTECTION RENFORCÉS DANS LEURS CAPACITÉS À PROTÉGER LES ENFANTS

47 participants, tous membres des réseaux locaux de Sal, São Vicente, Santo Antão, Boa Vista, Santiago Norte et Sul, Maio ont bénéficié d'une formation sur la protection et les droits des enfants et sur l'ensemble des services essentiels pour les enfants victimes. Parmi ces participants figuraient des psychologues, des enseignants, des juges et magistrats, des policiers d'investigations et des assistants sociaux.



SÉNÉGAL

Cette année au Sénégal, ECPAT Luxembourg s'associe avec ENDA Jeunesse Action, ONG sénégalaise, experte en migration et traite des êtres humains, pour prévenir une recrudescence du phénomène de la traite liée à une forte mobilité des personnes vers les sites aurifères et pour protéger les enfants et les jeunes femmes victimes.

DE NOUVEAUX DISPOSITIFS LOCAUX POUR LA PROTECTION DE L'ENFANCE

La Coalition des Acteurs pour la Protection des Enfants (CAPE) est un dispositif communautaire mis en place par le partenaire sénégalais et présidé par le chef du village. Elle regroupe des acteurs communautaires, institutionnels, les autorités locales, les directeurs d'écoles ainsi que les représentants des organisations femmes, de jeunes et enfants. Dans le cadre de ce projet, la CAPE et les clubs d'enfants constituent la porte d'entrée pour sensibiliser les communautés des trois villages (Moussala, Gamba-Gamba et Kharakhéna) où le projet intervient.



Sensibilisation des populations sur la traite et l'exploitation sexuelle des enfants

SENSIBILISATION DES COMMUNAUTÉS ET DES ENFANTS VIVANTS SUR LES SITES AURIFÈRES

9 séances d'information (causeries) ont été réalisées touchant **132 adultes/parents et familles et 20 enfants** sur les thématiques d'abus et de violence sexuelle à l'égard des enfants. 3 fora ont été réalisés touchant **196 personnes (133 enfants)** sur la cartographie des services de protection et sur le renforcement des connaissances de la protection des enfants face à l'exploitation sexuelle des enfants.

10 émissions radio ont été réalisées avec la radio communautaire de Guigui SEMBE, facilitées par les animateurs, les imams, le point focal du Comité Départemental de Protection de l'Enfance (CDPE), les enseignants et les membres des CAPE.

9 initiatives de prévention de l'exploitation sexuelle des enfants ont été réalisées par les membres des 3 CAPES et 3 clubs d'enfants. Il s'agit de 3 initiatives (formation, sensibilisation et activités socio-éducatives) dans chaque village touchant au total **1452 personnes**.

410 304 381 357

hommes
sensibilisés

femmes
sensibilisées

filles
sensibilisées

garçons
sensibilisés

NOS PROJETS EN ASIE



NÉPAL - PROJET NATIONAL

Depuis la fin de l'année 2020, Ecpat Luxembourg travaille en partenariat avec le Bureau de surveillance et de lutte contre la traite des personnes (TIP Office) du Département d'Etat des Etats-Unis et le gouvernement du Népal pour renforcer les structures et les mécanismes gouvernementaux nouvellement formés pour lutter contre la traite des enfants, produit parfois dans les foyers pour enfants au Népal.

Au Népal, l'institutionnalisation des enfants et la traite des personnes relèvent de la compétence de deux entités distinctes – le Conseil National des droits de l'enfant (NCRC), et le Comité national de lutte contre la traite des êtres humains (le NCCHT).

Par conséquent, toute réponse liée à ces deux problèmes, comme ce projet, doivent être coordonnées avec ces deux entités. Le pays connaît actuellement une vaste réorganisation politique, et le système fédéral prévoit la création d'organes de protection des enfants ainsi que de lutte contre la traite des êtres humains au niveau des provinces, des districts et des localités, dont les mandats couvriront les problèmes d'institutionnalisation des enfants et de traite des êtres humains.

Le projet vise le développement et le renforcement des cadres politiques et des mécanismes de protection pour améliorer les réponses à la traite des êtres humains (TIP), et plus particulièrement à la protection des enfants placés dans les foyers ou orphelinats et potentiellement à risque de la traite.

Le projet sera exécuté en étroite collaboration avec le NCCHT du ministère des Femmes, des Enfants et des Personnes âgées et le NCRC au niveau fédéral ; le ministère des Affaires fédérales et du Développement social au niveau provinciales; les autorités judiciaires et d'application de la loi, la cellule des femmes de la police népalaise, le Bureau des enquêtes criminelles, les travailleurs de première ligne, les agences de tourisme, les enfants et les familles au niveau local.

Nous lançons ainsi un projet ambitieux d'envergure nationale dont l'objectif est, au terme des trois ans, que toutes les institutions du Népal qui accueillent des enfants disposent de politique de protection des enfants et disposent de mécanismes solides de protection. Toutes les administrations chargées de cette protection seront renforcées et aptes à mener à bien leur mission. Le Népal aura ainsi secteur de la protection de l'enfant efficace et efficient.

C'est un des projets les plus ambitieux lancé par ECPAT Luxembourg et nous aurons l'occasion de décrire nos avancées dans nos futurs rapports annuels.

INDE-NÉPAL- BANGLADESH (MUKTI)

Ce projet capitalise les bonnes pratiques établies pendant la mise en œuvre de la phase 1 du projet MUKTI, en l'étendant aux pays transfrontaliers, notamment le Bangladesh et le Népal. Ces derniers pays dits de « sources » de traite notent une migration importante des jeunes filles vers les grandes villes de l'Inde et, de manière significative, vers Goa, une destination touristique.

Le projet est mis en œuvre par deux ONG indiennes et leurs partenaires bangladais et une ONG népalaise.

UNE MOBILISATION EFFICACE CONTRE LA TRAITE HUMAINE EN ASIE DU SUD

L'Asie du Sud est souvent confrontée à des défis en matière de prévention et de lutte contre la traite, non seulement en raison de la nature complexe et changeante du crime, mais aussi en raison des capacités variables des acteurs à répondre aux problèmes. Le renforcement de capacités des acteurs de la protection de l'enfance est donc au cœur du projet.

A Goa, plus de **300 personnes** (fonctionnaires, magistrats et grand public) ont participé à une journée de sensibilisation organisée en collaboration avec la Goa State Legal Service Authority.

291

agents
paramilitaires
de police
sensibilisés

18

employés de
la prison de
Colvale à Goa
sensibilisés

85

agents de
protection
de l'enfance
de première
ligne
sensibilisés



UNE COORDINATION RENFORCÉE DES RÉPONSES ANTI-TRAITE À TRAVERS LES 3 PAYS

Pendant la pandémie, le projet a réussi à établir un réseau avec les agences gouvernementales et ONG dans les trois pays d'intervention afin d'organiser des enquêtes à domicile et d'engager des longues procédures de réintégration des victimes.

ASSISTANCE DIRECTE AUX VICTIMES ET AUX ENFANTS VULNÉRABLES

La pandémie a exacerbé et mis au premier plan les inégalités économiques et sociales, profondément ancrées, qui sont à la cause des phénomènes sociaux comme la traite. Même lorsque le mouvement des personnes était fortement restreint par la pandémie, les organisations qui luttent contre la traite ont pu noter que la pratique de la traite se poursuivait.

29 victimes de traite (10 enfants) et 3 victimes d'abus sexuel ont été secourues en coordination avec la police lors de 9 opérations de secours.

Le partenaire népalais, Shakti Samuha, a secouru 7 femmes et 8 enfants à Delhi. 16 victimes ont reçu une aide à la réinsertion. 96 victimes (9 enfants) et leurs familles ont bénéficié d'une assistance juridique et de conseils. 44 victimes ont été rapatriées. 44 victimes (dont 5 enfants) ont été réintégrées dans leur famille ou leur communauté. 4 victimes ont bénéficié d'un placement professionnel. 35 plaintes pénales ont été déposées au tribunal.

De même, une nouvelle initiative de soutien économique intitulée "We Kitchen" a été lancée à Darjeeling pour les femmes vulnérables ou victimes de la traite. Les survivantes/ filles/femmes préparent des plats cuisinés pour les écoles et enseignants.

CAMBODGE

Cette année, le projet s'associe avec l'ONG cambodgienne, Friends International, experte en matière de protection de l'enfance, pour renforcer les mécanismes de prévention pour lutter contre l'abus et l'exploitation sexuels des enfants et des jeunes au Cambodge et fournir des services de soutien aux victimes et aux enfants et jeunes à risque.

Pour de nombreux Cambodgiens vivant dans les zones rurales, les villes de Phnom Penh et Siem Reap, principales destinations touristiques du Cambodge, représentent une opportunité économique importante. Pourtant, certaines familles de migrants internes ne sont pas préparées à leur nouvelle vie et n'ont pas les diplômes et les compétences de base nécessaires pour obtenir un emploi stable et rémunéré. De nombreux migrants, en particulier les jeunes femmes et filles, se voient contraintes de se prostituer ou de travailler dans des salons de massage, des bars et des karaokés, des lieux populaires au Cambodge où l'exposition à la violence, notamment sexuelle, est très élevée.



Vocational training - Fournir des formations adaptées aux besoins des jeunes en difficulté et faciliter leur insertion dans le monde

SERVICES DE PRÉVENTION ET DE RÉINTÉGRATION POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES

1268 enfants et jeunes ont bénéficié de soutien à la scolarisation, à la formation professionnelle, à l'emploi et à la réintégration familiale. Les maraudes de nuit et les services aux travailleurs de sexe dans les zones sensibles ont pu reprendre dans l'année après un arrêt de plusieurs mois pendant le confinement.

Ces maraudes se font dans un grand bus qui offre aux bénéficiaires une certaine intimité, tandis que les travailleurs sociaux livrent les conseils et procèdent au dépistage du VIH et d'autres maladies.

Tous les ateliers de formation de base (coiffure, électricité, mécanique automobile) accueillent des bénéficiaires. Une étude est en cours pour élargir la gamme des formations afin d'inclure une formation professionnelle agricole et une autre en numérique.

RENFORCEMENT DU RÉSEAU D'AGENTS DE PROTECTION « CHILDSAFE AGENT NETWORK »

Le « ChildSafe Agent Network » est un réseau de bénévoles communautaires formé par le projet pour le suivi des enfants vulnérables dans les communautés et pour signaler tout cas d'abus ou d'exploitation sexuelle.

À Phnom Penh, parmi **198 agents** « ChildSafe » actifs, 30 sont des agents spécialisés dans la violence à l'égard des enfants et 29 sur les travailleurs du sexe/éducateurs-pairs. Il y a eu 21 formations sur l'abus sexuel des enfants et ces agents ont pu suivre 385 enfants.

À Siem Reap, 86 agents ont été actifs au cours de la période et un total de 152 enfants ont été suivis. Les agents ont suivi 48 formations. Le projet dispense des formations de manière régulière à ces agents de terrain. Tous ont été formés et chargés d'identifier, d'intervenir et de référer les cas des enfants en besoin de protection particulière aux différents prestataires de services. En 2020, la sensibilisation a beaucoup porté sur le Covid-19.

NÉPAL

SECTEUR DU DIVERTISSEMENT POUR ADULTES

Le terme « secteur du divertissement pour adultes » désigne généralement des lieux tels que des salons de massage, des bars, des petits hôtels ou restaurants qui emploient des jeunes femmes, parfois même des enfants.

Ce secteur est un lieu de forte exploitation sexuelle. Une étude de l'ONG Freedom Fund (2019) souligne que le travail de la quasi-totalité des filles âgées de 17 ans ou moins (99 %) qui sont engagées dans ce secteur peut être catégorisé comme les pires formes de travail des enfants selon la Convention de l'Organisation Internationale du Travail. Cependant, ces jeunes filles ignorent leurs droits et les dispositions mises en place par la loi népalaise sur le travail en 2018.

Ce secteur attire les agents qui recrutent des jeunes filles pour des soi-disant « emplois » à l'étranger. Celles-ci ne sont pas sensibilisées sur les pratiques migratoires sûres et sont exposées à un risque potentiel d'exploitation, notamment de la traite. 41 enfants et 78 adolescents ont été identifiés comme vulnérables et encouragés à visiter le centre d'accueil et du conseil du projet. 2 sessions d'orientation ont été organisées sur divers sujets tels que les risques liés à la traite, la santé et l'hygiène.

Le projet est mis en œuvre par l'ONG népalaise Biswas Nepal, fondée par des survivantes, anciennes employées elles-mêmes. Il vise à garantir les droits des jeunes filles travaillant dans le secteur et fournit également des services nécessaires pour la réhabilitation et la réintégration des jeunes filles retirées des situations d'exploitation.



Le projet fournit un capital de départ à des jeunes filles pour qu'elles puissent lancer leur entreprise et se prendre en charge

RETRAIT ET RÉINTÉGRATION D'ENFANTS ET DES ADOLESCENTES VICTIMES

Avec l'aide du gouvernement local et de la police, le partenaire a retiré 25 travailleurs (dont 9 enfants et 16 adolescentes) d'un travail potentiellement exploitant. Parmi les victimes, 15 ont bénéficié de services de réhabilitation tandis que les autres sont retournées en famille.

Ce secteur a été gravement touché par la crise du covid-19 et la fermeture des établissements a laissé les jeunes travailleurs sans ressource pour se nourrir ou se soigner. Une aide humanitaire a ainsi été déployée comprenant de la nourriture, un kit d'hygiène et un soutien psychosocial. Pendant toute la durée du confinement, l'équipe du projet a veillé à fournir ce soutien psychosocial aux victimes par téléphone et par d'autres moyens virtuels.



8

filles ont bénéficié d'une assistance juridique cette année

11

enfants, qui suivaient des cours en ligne, ont été soutenus pour leurs frais de scolarité.

UNE FORMATION DE TROIS JOURS SUR LES PREMIERS SECOURS ET LE COVID

3 membres du personnel et 7 membres du conseil d'administration (survivantes) ont participé à une consultation psychosociale de trois jours sur les premiers secours et à une formation sur le Covid. Elles ont élaboré une ligne de conduite de travail en réponse au Covid, une ligne de conduite pour le centre d'accueil et un plan d'action pour accéder aux filles en situation d'urgence.

En outre, le partenaire de mise en œuvre a organisé deux formations : une formation de deux jours sur la gestion des cas et une formation d'une journée sur l'orientation professionnelle.

NÉPAL

CONTRE LE MARIAGE DES ENFANTS

Le projet intervient dans les deux districts ruraux de Bardiya et de Dailekh en partenariat avec une ONG locale, Aawaaj. Le projet vise de réduire les incidences et les risques de mariage d'enfants dans les communautés les plus vulnérables - les communautés Madheshi (population népalaise habitant dans les plaines), Musulmanes et Tharu (population autochtone) chez qui la pratique culturelle du mariage précoce et forcé persiste.

CHANGER LES COMPORTEMENTS CULTURELS VIS-À-VIS DU MARIAGE FORCÉ

C'est une première étape-clé qui s'effectue par la sensibilisation et mobilisation des principales parties prenantes et des groupes cibles au mariage précoce et forcé. Pour ce faire, libérer la parole autour de cette thématique est primordial, afin de diffuser des messages de prévention, mais aussi et surtout, parler des conséquences juridiques, physiologiques et économiques de cette pratique sur les enfants.

Dans le cadre de nos activités de prévention, l'émission radio « Sankalpa » sur les questions de protection, l'abus sexuel et le mariage précoce et forcé a pu être diffusée dans 11 districts du Népal. Ce sont plus de 60 000 personnes qui ont écouté le programme. Au vu du succès du programme, d'autres campagnes nationales en ligne ont également été menées, et ont touché plus de 10 000 personnes.

Qu'est-ce que le mariage précoce et forcé ?

Le mariage précoce et forcé d'enfants désigne « un mariage incluant un enfant ou un adolescent fille ou garçon âgés de moins de 18 ans » (Définition établie par UNICEF).

13 autorités publiques et 10 acteurs de la protection de l'enfance se sont réunis pour évaluer les besoins des bénéficiaires touchés par le Covid. 474 participants appartenant à divers groupes communautaires ont été sensibilisés. 30 chefs religieux ont été sensibilisés. **282 personnes** (dont 49 enfants, 217 femmes) ont été sensibilisées sur le Covid-19 et les risques de mariage précoce et forcé sur les jeunes enfants.

MOBILISATION ET SENSIBILISATION DES RESPONSABLES LOCAUX

L'objectif était de sensibiliser les responsables locaux afin de renforcer et garantir les droits des filles mariées, néanmoins, seules quelques activités ont pu être réalisées en raison du confinement. Parmi elles, des comités de protection de l'enfance ont été réactivés. Leur rôle était de maintenir une coordination étroite entre la police, les associations concernées et le gouvernement local, pour secourir les victimes et leur fournir les services nécessaires.



Les enfants participent à une séance de sensibilisation dans un centre d'apprentissage sécurisé

RÉDUCTION DE LA VULNÉRABILITÉ AU MARIAGE PRÉCOCE ET FORCÉ ET AUX ABUS SEXUELS

Les « Child-Friendly Space/CFSs », ou espace protégé pour des enfants vulnérables, viennent au soutien des parents qui manquent de moyens et de ressources pour suivre la scolarité de leurs enfants. Le CFS fournissent un soutien scolaire et sensibilisent les enfants et leurs parents aux risques liés au mariage précoce et forcé. 6 nouveaux CFS ont été créés pour 240 enfants des communautés vulnérables. En outre, plus de 200 enfants bénéficiaires du projet précédent ont été sensibilisés aux risques liés au Covid et au mariage précoce et forcé.

Le projet a collaboré avec le gouvernement local, la police népalaise, les communautés et les associations locales pour secourir 36 filles. Ces services aident les filles mariées à en savoir plus sur la violence physique et psychologique et les recours qu'elles peuvent prendre.



Un soutien scolaire est apporté aux jeunes filles vulnérables au mariage des enfants

68

enfants identifiés comme étant vulnérables et/ou victimes

139

enfants ont bénéficiés d'appui psychosocial et/ou médical

BILAN FINANCIER

En 2020, le total de nos **dépenses sur projets** s'élève à **1 306 433,40 €**.

Les **frais administratifs**, représentant les frais nécessaires entraînés par les dépenses pour projet, s'élèvent en 2020 à **62 277,48 €**, ce qui correspond à 5% du total des dépenses engagées sur l'année.

Sont qualifiées de dépenses sur projets, les dépenses qui concernent directement la mise en oeuvre de notre mission sociale :

ECPAT Luxembourg a pour mission, au Luxembourg et dans les pays où elle intervient, de lutter par tous les moyens légaux contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales ainsi que de sensibiliser et informer l'opinion publique sur les Droits de l'Enfant en la matière. Elle facilitera l'identification et la mise en oeuvre de programmes en faveur des enfants vulnérables et/ou victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de leurs familles. Ces programmes comporteront un ou plusieurs de ces axes : la prévention, la réhabilitation et la réinsertion des enfants.

Ressources

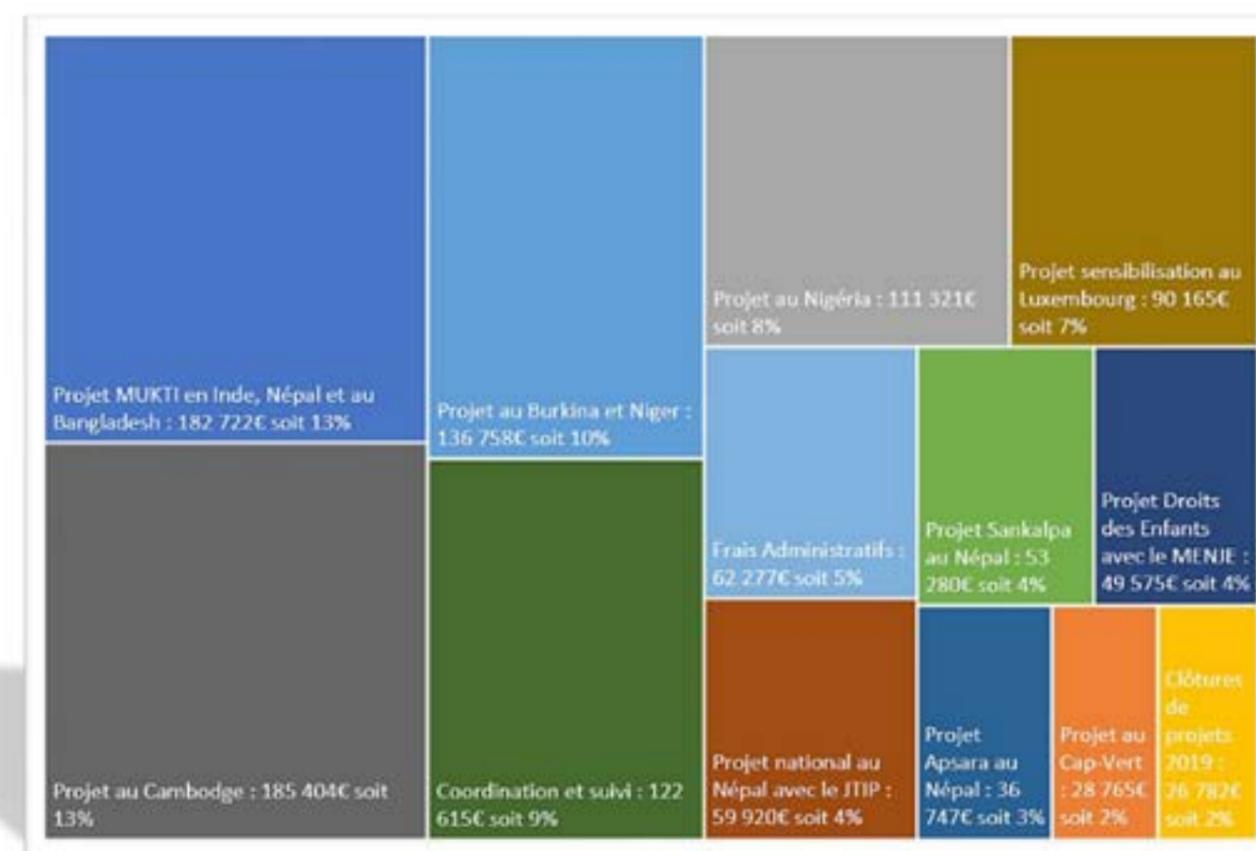
En 2020, le total de nos ressources pour projets s'élève à **1 487 374,16€**.

Nos principaux bailleurs sont :

- Le Ministère des Affaires étrangères et européennes, dont l'apport de 1 154 447,68 € correspond à 84 % de nos ressources.
- Le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance, dont l'apport est de 60 372,68€.
- Le Bureau de Lutte Contre la Traite des Etres Humains (J/TIP Office) du Département d'Etat des Etats-Unis qui soutient notre projet au Népal à hauteur de 118 321,71€ pour l'année 2020.
- La ville de Luxembourg qui soutient notre projet Mukti à hauteur de 25 533,01€ pour l'année 2020.
- La Fondation Junclair qui soutient nos actions en Asie à hauteur de 98 530,00€ pour l'année 2020.
- L'association Diddeleng Hëlleft qui soutient notre projet au Népal de lutte contre les mariages précoces et forcés à hauteur de 7000,00€ pour l'année 2020.
- Les autres dons de donateurs privés qui s'élèvent à 30 169,03 pour l'année 2020.

Nos comptes annuels sont tenus par un bureau d'experts comptables et audités par un réviseur d'entreprises agréé. Les comptes et le bilan sont disponibles sur simple demande auprès de notre bureau.

TOTAL DES DÉPENSES EN 2020



Répartition du total de **1 368 710,88€** dépensé

NOS PARTENAIRES, QUE NOUS REMERCIONS

Que ce soit avec les autres membres d'ECPAT ou avec les associations locales, nous défendons le principe du partenariat dans l'action. Selon ce principe reposant sur une relation de confiance mutuelle et à long terme, chaque intervenant conserve son autonomie, mais s'engage à mettre en commun ses efforts et ses ressources pour mettre un terme à l'exploitation sexuelle des enfants.

(CeLRRd) a beaucoup œuvré pour promouvoir, défendre et respecter l'État de droit, la bonne gouvernance, l'accès équitable et sans restriction à la justice, les droits de l'homme et la paix.

INDE

Anyay rahit zindagi (Arz)

La «vie sans injustice» est une association qui a été créée en 1997 par un groupe de travailleurs sociaux de l'Institut Tata de Sciences Sociales. Arz a dès son commencement travaillé pour combattre le trafic humain à des fins d'exploitation sexuelle et sur la question de l'exploitation sexuelle des enfants.

FXB India Suraksha

Association qui travaille dans dix Etats et territoires indiens et touche plus de 200 000 personnes à travers ses programmes et ses interventions à base communautaire. L'organisation travaille pour la protection des droits des enfants, des jeunes filles et des femmes.

CAMBODGE

Friends International

Friends-International a vu le jour dans les rues de Phnom Penh en août 1994. Au fil des ans, l'association a élargi ses programmes et partenariats, notamment en développant une entreprise à vocation sociale et des activités de protection des enfants, afin d'apporter des solutions complètes et originales ainsi que des services aux jeunes marginalisés et aux communautés

avec lesquelles elle travaille.

NIGER

Association Nigérienne pour le Traitement de la Délinquance et la Prévention du crime (ANTD)

Association qui met en œuvre des programmes de recherche des causes de la délinquance juvénile et des formes d'exploitation des enfants, de réinsertion sociale des jeunes en difficulté (centre d'écoute, formation professionnelle, réinsertion familiale) et de formation du personnel dans la prise en charge des enfants en difficulté.

BURKINA FASO

KEOOGO

Association qui a pour mandat de contribuer à la protection des enfants et jeunes en situation de vulnérabilité sur la ville d'Ouagadougou. Ses domaines d'interventions sont la santé, le psychosocial, la prévention, la sensibilisation, le plaidoyer, le renforcement de capacité des familles et de la communauté, la formation, et l'éducation.

MALI

ACESEM

L'Association Contre l'Exploitation Sexuelle des Enfants au Mali (ACESEM) est la première organisation à but non lucratif au Mali qui lutte contre toutes les formes d'exploitation sexuelle des enfants. Elle a été créée en décembre 2018 par d'anciens membres du personnel d'ECPAT Luxembourg.

Case Sahel

Organisation non gouvernementale nationale qui agit afin de pouvoir donner une égalité de chance de participation à toutes les couches sociales aux processus de développement.

Enda Mali

Organisation créée en 1995 qui promeut l'autonomie, le renforcement et le protagonisme des communautés et mouvements sociaux ; elle favorise leur participation significative et qualifiée aux processus socio-économiques ainsi qu'à la détermination des politiques publiques.

SÉNÉGAL

Enda Jeunesse Action (ENDA JA)

Créée en 2011. Elle œuvre pour la protection des enfants vulnérables, notamment les enfants et jeunes déscolarisés, les enfants en situation de rupture familiale, les enfants endoctrinés, les enfants et jeunes travailleurs, les enfants migrants non accompagnés, les enfants victimes de maltraitance.

CAP-VERT

Acrides

Association Cap-verdienne de protection de l'enfance avec qui nous travaillons depuis de nombreuses années.

NIGERIA

Justice, Development, Peace and Caritas Initiatives (JDPCI)

Organisation non gouvernementale basée sur la foi qui se consacre à la promotion de la justice et de la paix, à l'encouragement d'un développement significatif, à la fourniture de secours aux moins privilégiés. Centré notamment sur la protection de l'enfance.

Girls' Power Initiative (GPI)

ONG nigériane non religieuse et non sectaire. GPI cherche à autonomiser

les filles, en particulier celles âgées de 10 à 18 ans, et à promouvoir leur santé sexuelle et reproductive, leurs droits et leurs responsabilités, par le biais de programmes éducatifs, de conseils, de services d'orientation et d'actions sociales.

EUROPE

Kanner Jugendtelefon (KJT)

Le KJT conseille et soutient les enfants et les adolescents, ainsi que les personnes qui s'en occupent, dans leurs préoccupations et questions quotidiennes, leurs craintes, leurs problèmes et aussi leurs crises.

OKAJU (anciennement ORK)

Le bureau de l'Ombudsman pour les enfants et les jeunes.

Coalition Nationale pour les Droits de l'Enfant

Coalition qui regroupe plusieurs intervenants luxembourgeois qui travaillent, accueillent et protègent les enfants.

La Fondation Juniclair

Fondation luxembourgeoise qui soutient et accompagne des projets d'aide au développement dans les domaines de l'éducation et de l'environnement.

ECPAT France

fait partie du réseau international ECPAT.

Acting for Life

collabore avec ECPAT France et ECPAT Luxembourg.

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

Ministère des Affaires Etrangères du Grand-Duché de Luxembourg

Le Ministère, avec qui nous avons nos Accord-Cadres, cofinance tous nos projets et nous accompagne depuis de longues années.

Ministère de l'Education Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Avec qui nous avons une Convention pour travailler spécifiquement avec le Service du Droit des Enfants.

Le Bureau de surveillance et de lutte contre la traite des personnes (J/TIP Office) du Département d'Etat des Etats-Unis

Qui dirige les efforts mondiaux du département pour combattre la traite des êtres humains en poursuivant les trafiquants, en protégeant les victimes et en prévenant la traite des êtres humains. Le Bureau nous soutient pour notre projet national au Népal.

La ville de Luxembourg

Qui nous soutient depuis de nombreuses années à travers ses actions de Coopération. En 2020, elle soutient notre projet au Nigéria.

La Fondation Juniclair

Qui soutient tous nos projets en Asie.

Diddeleng Hëlleft

A.s.b.l. constituée en 1995 dans le but de soutenir des projets de développement dans des régions défavorisées du Monde et de sensibiliser la population pour une plus grande solidarité avec les populations marginalisées. L'association nous aide depuis de nombreuses années et soutient actuellement notre projet au Népal de lutte contre les mariages précoces et forcés.

Les communes de Beckerich, Bertrange, Bettembourg, Differdange, Kiischpelt et Rumelange

Aperta 51 et Fifty-One Letzebuerg

Des clubs-services qui oeuvrent au profit de projets de Coopération.

Et tous nos donateurs individuels

Que tous ces partenaires institutionnels et financiers qui nous donnent les ressources pour notre précieux travail soient remerciés et honorés de partager notre objectif pour un monde sans exploitation sexuelle des enfants.

NÉPAL

Biswas Népal

Association fondée en 2007 par d'anciens employés de « dance bars » et de salons de massages, travaille à la défense des droits, de la liberté et de la sécurité au travail, des femmes et des jeunes filles dans l'industrie du sexe.

Aawaaj

Association créée en 1999 et qui soutient les enfants victimes de violences sexuelles, notamment d'abus sexuel et d'exploitation sexuelle.

Shakti Samuha

Association membre du réseau ECPAT fondée en 1996, cette organisation est la première créée par des survivantes de la traite à des fins sexuelles et toujours gérée par des survivantes.

The Center for Legal Research and Resource Development (CeLRRd)

Le Centre de recherche juridique et de développement des ressources



ECPAT Luxembourg asbl
3, rue des Bains
L-1212 Luxembourg
RCS : F4840
ONG agréée par le MAEE
Tél. : +352 26 27 08 09
info@ecpat.lu
www.ecpat.lu

Ensemble pour un monde
sans exploitation sexuelle
des enfants – merci de nous
soutenir !

IBAN : LU64 0019 1300 2547 6000
BIC : BCEELULL

Copyright : @Arnold Grosjean

Coordination et élaboration du rapport annuel : @Robine Bonsenge



3, rue des Bains
L - 1212 Luxembourg
Tél: (+352) 26 27 08 09
info@ecpat.lu

www.ecpat.lu

